



Emmanuel Macron et Thierry Breton, PDG d'Atos jusque 2019 et actuel commissaire européen devant le supercalculateur Sequana, en 2016.
 L'avenir du groupe est surveillé par l'Etat, qui ne laissera pas filer n'importe où le seul acteur tricolore dans les supercalculateurs.

Atos se divise pour se relancer

Pénalisé par de lourdes pertes, secoué dans sa gouvernance, le champion français du numérique veut restructurer ses activités. Sa sensible branche Big Data & Security, avec ses supercalculateurs, attire les convoitises.

En apparence, pas d'inquiétude. Arrivé à la direction générale d'Atos au début de cette année, Rodolphe Belmer met la dernière main au plan stratégique qu'il présentera aux analystes financiers, le 14 juin prochain. Aux résultats du premier trimestre, en avril dernier, il a évoqué une « *amélioration significative* » par rapport aux trois derniers mois. Et envisagé de nouveaux progrès « *au second semestre, avec un retour à une croissance positive du chiffre d'affaires et une hausse de la marge opérationnelle* ».

E. Pierron/ATP



Siège social à Bezons (Val d'Oise). Atos est plombé par une dépréciation d'actifs de 2,5 milliards d'euros.

Malgré les récentes rumeurs d'OPA, le nouveau patron du spécialiste français des services numériques est visiblement à l'œuvre dans l'organisation qu'il a mise en place autour de trois métiers : l'activité historique d'infrastructures informatiques et d'infogérance, rassemblée dans un pôle baptisé Tech Foundation, qui représente la moitié du chiffre d'affaires; le digital, focalisé sur la migration vers le cloud, avec le développement d'applications spécifiques; et enfin Big Data & Security (BDS) regroupe la cybersécurité et le calcul à haute performance.



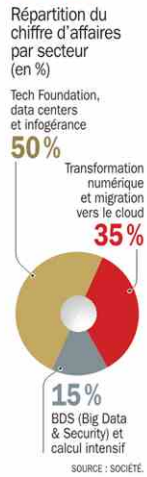


Et depuis quelques semaines, le groupe multiplie les annonces prometteuses : un partenariat avec Dell technologies, pour le lancement d'une nouvelle ligne de services, un autre avec VMware sur le développement des espaces de données, sans oublier un accord avec AWS (Amazon) dans le cloud. Reste que le chiffre d'affaires du groupe a reculé de 3% en 2021, et s'est de nouveau rétracté de 2,4% au premier trimestre. Atos est plombé par une dépréciation d'actifs de 2,5 milliards, qui a fait plonger les pertes à près de 3 milliards d'euros en 2021. Résultat, depuis le début 2021, son cours de Bourse a été divisé par trois. Les analystes sont partagés entre les optimistes, qui penchent pour un malade convalescent, et les pessimistes, pour lesquels le groupe est au bout du rouleau. Avant même l'arrivée de Rodolphe Belmer, une banque d'affaires aurait reçu un mandat pour étudier un découpage d'Atos et une vente par appartements. La mission du nouveau boss : piloter l'opération. La preuve ? Les termes de son contrat : « *A la suite d'une fusion ou scission affectant Atos, il bénéficiera d'une indemnité de cessation de fonctions* » d'un montant de plusieurs millions d'euros.

Direction contestée

L'arrivée en avril au conseil d'administration de René Proglio, ancien directeur de Morgan Stanley en France et aujourd'hui *partner* de la banque américaine PJT, spécialiste des fusions acquisitions, serait l'illustration de cette stratégie. « *C'est un proche du président du conseil d'administration, tempère un proche du dossier. Il n'est pas là pour vendre, ça n'aurait pas grand sens d'un point de vue industriel.* » Selon cette source, René Proglio aurait été nommé non pas pour préparer une vente par appartements, mais plutôt pour soutenir Bertrand Meunier, le président du conseil d'administration, contre Rodolphe Belmer. Car les relations sont de plus en plus tendues au sein de la gouvernance du groupe. Et parmi les administrateurs, ils sont plusieurs à s'interroger, *mezzo voce*, sur la pertinence du recrutement du nouveau directeur général.

DÉSÉQUILIBRE COÛTEUX



L'infogérance, activité historique, pèse lourd alors qu'elle est la moins rentable. Le groupe, qui doit redresser un cours de Bourse divisé par trois en 2021, pourrait s'en séparer.

Belmer recalcule sa méthode

De Canal+ à Eutelsat, Rodolphe Belmer, 52 ans connaît les règles du management d'entreprises en état de stress. « *C'est un habitué des sociétés sous contrainte opérationnelle et financière* », relève-t-on chez Oddo. Il a connu des tempêtes à Canal+ et négocié la tentative d'OPA d'Altice sur Eutelsat. Il déclarait à l'époque que son groupe était l'acteur le plus solide du secteur avec une marge opérationnelle de 38% : mieux qu'Apple ! Passé par HEC, puis Procter &

Gamble et McKinsey, il a la réputation de redresser les entreprises de manière douce, sans restructuration excessive. Pourtant, dès son arrivée, il a procédé à d'importants remaniements. Pierre Barnabé, ancien numéro 2, est parti pour Soitec. Au sein de la direction générale, Philippe Mareine, responsable du digital de la transformation et du RSE, tout comme Robert Vassoian, responsable santé et sciences de la vie, sont sur le départ tandis que Stéphane



Rodolphe Belmer. Le nouveau directeur général a fortement remanié l'état-major.

Lhopiteau (SIACI Saint-Honoré) et Philippe Oliva (Eutelsat) rejoignent l'état-major. Un renfort bienvenu. ■

Atos est en effet tiraillé par des querelles internes. Les départs successifs de Thierry Breton, puis de son poulain et successeur Elie Girard, ont provoqué une véritable hémorragie de cadres. Les équipes sont démotivées et les critiques fusent déjà contre Rodolphe Belmer, accusé d'être muré dans sa tour et de ne pas aller suffisamment sur le terrain. Et ces rivalités alimentent toutes les spéculations, notamment quant au sort de l'un des bijoux du groupe, sa branche BDS, leader en Europe pour la cybersécurité et les supercalculateurs. L'entité attise les convoitises depuis quelque temps déjà. Thales n'a pas caché son intérêt. Orange serait aussi sur les rangs, même si sa toute nouvelle patronne, Christel Heydemann, a refusé de confirmer, tout comme Airbus. Un membre du conseil d'administration affirme qu'il n'est pas question d'une vente totale, mais n'écarte pas totalement l'hypothèse d'une mise en Bourse d'une partie de BDS. De source syndicale, un autre scénario serait de séparer les activités supercalculateur et cybersécurité. Atos garderait l'activité cyber, et le calcul intensif serait cédé à Soitec, spécialiste français des semi-conducteurs dirigé prochainement par Pierre Barnabé, ancien numéro 2 d'Atos. Ce dernier resterait viscé-

ralement attaché aux technologies des supercalculateurs dans lesquels il a fait l'essentiel de sa carrière, au CEA puis au sein de Bull, qu'il a continué à diriger quand l'entreprise a été rachetée par Atos. « *Jamais le conseil n'avalisera une vente des pépites d'Atos* », s'insurge un membre du conseil d'administration. Un autre scénario envisage la vente de la partie infogérance, la moins rentable du groupe, à un fonds ou à un acteur indien.

Souveraineté en jeu

Toute l'affaire est surveillée de près, en coulisses, par l'Etat. Même s'il n'est pas au capital du groupe, il ne laissera pas filer n'importe où le seul acteur tricolore dans les supercalculateurs, au risque de porter un coup supplémentaire à la souveraineté numérique européenne. De plus, les repreneurs français potentiels ont tous l'Etat dans leur capital. Autant dire que l'avenir de Bull et de BDS ne se décidera pas contre la volonté du gouvernement. Certains, notamment à Bercy, questionnent par ailleurs la stratégie d'Atos dans le cloud, basée sur le développement de partenariats avec des acteurs américains comme Microsoft ou Amazon. Bref, si Rodolphe Belmer dirige, c'est encore l'Etat qui tire les ficelles.

Paul Loubière

